

N°341

2€30

BILLETS D'AFRIQUE

NOVEMBRE 2024



JOURNAL ANTICOLONIAL SUR LA FRANÇAIFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

RÉPUBLIQUE CRIMINELLE

MAYOTTE / CONGO-KINSHASA / PETROLE

La religion de Retailleau

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, est croyant : « *Je crois à l'ordre* », a-t-il martelé trois fois lors de son arrivée place Beauvau. Qu'on ne se méprenne pas : être un adorateur de l'ordre ne signifie pas être adorateur de la vérité. Aussi a-t-il annoncé dès le lendemain avoir saisi la justice contre le député LFI Raphaël Arnault pour un tweet dénonçant un « *assassinat de Kanaks par les forces policières* ». Retailleau précise : son Dieu, ce n'est pas l'état de droit, non ! « *L'état de droit, ça n'est pas intangible, ni sacré* », s'est-il écrié (JDD, 29/10/2024). Car croire en l'ordre, ce n'est pas comme la croyance de ces musulmans à mettre au pas : « *Le droit devra sans doute s'adapter, pour imaginer une nouvelle incrimination pénale correspondant à la nature et aux stratégies de l'islam politique* » (discours aux préfets, 8/10/2024). En attendant de remettre à l'ordre du jour sa proposition de loi constitutionnelle de 2023 ? Avec ses deux articles phares, finalement rejetés : la possibilité de déroger au droit européen en matière d'immigration et l'élargissement du champ du référendum à cette question. La religion de Retailleau ne connaît en effet nulle repentance. « *Les Africains attendent une France qui ne soit pas repentante, voyez, déclarait-il l'an passé (Sud radio, 12 /09/2023). Ils attendent une France qui soit forte et qui assume, parce que la colonisation, c'est bien entendu des heures qui ont été noires, mais c'est aussi des heures qui ont été belles, avec des mains tendues.* » Amen.

Cauchemar Total au Mozambique...

En septembre 2024, *Billets d'Afrique* (n°339), analysant la décision de Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, de relancer l'exploitation d'un des plus gros gisements mondiaux de gaz naturel au large du Mozambique (stoppée en 2021 suite à des attaques djihadistes), mettait en garde sur les « *répercussions sociales, environnementales, climatiques et sécuritaires* » d'un tel projet. L'enquête publiée par le média en ligne *Politico* (26/09) en montre un aspect particulièrement sanglant : le massacre, en 2021, de quelque 200 civils par les soldats mozambicains employés par la multinationale pour protéger son site gazier d'Afungi. Cet été-là, des centaines de villageois-e-s fuyant les violences islamistes pensaient trouver refuge auprès de ces

soldats... qui se sont empressés de séparer les hommes des enfants et des femmes. Puis, pendant qu'ils commettaient des agressions sexuelles contre ces dernières, ils enfermaient dans des conteneurs les hommes. De 180 à 250 individus affamés, torturés, exécutés... Seulement 26 ont survécu. Peu avant, à quelques kilomètres de là, à Palma, une ville attaquée par les djihadistes, ces mêmes forces militaires s'étaient tristement illustrées en se contentant de protéger les installations de Total et non les civils : plus de mille morts au final ! Suite à la plainte déposée en octobre 2023 par des survivant-es ou familles de victimes de Palma, le Parquet de Nanterre a ouvert en mai dernier une enquête préliminaire contre Total pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger. De son côté, une coalition d'ONG internationales appelle à l'ouverture d'une enquête indépendante sur le massacre d'Afungi.

en Ouganda aussi...

Autre domaine où TotalEnergies nie toute responsabilité : ses agissements climaticides et écocides. Et notamment autour de son mégaprojet pétrolier, avec le chinois CNOOC, de construction du plus long oléoduc chauffé au monde et de forage de 419 puits de pétrole en Ouganda (*Billets d'Afrique* n°329, été 2023). Un tiers de ces puits sont prévus dans le parc national « protégé » des Murchison Falls, dans l'ouest du pays. Une zone reconnue clé pour la biodiversité, mais aussi convoitée par la multinationale pour ses réserves de pétrole parmi les plus importantes de l'Afrique subsaharienne. En plus du scandale humain que constitue ce projet (expulsion de leur terre des populations, privées de leurs moyens de subsistance et souvent non ou peu indemnisées, répression gouvernementale contre ses opposant-e-s...), les forages et les activités liées menacent écosystèmes locaux et biodiversité. C'est ce que dénonce le rapport de l'association ougandaise Afiego, publié par les Amis de la Terre ce 19 septembre. « *Le parc national de Murchison Falls est en train de mourir* » : le titre du rapport, qui fait le bilan d'un an d'exploitation pétrolière, résume bien la gravité de la situation. Menaces sur les zones humides nécessaires à la pêche, sur les moyens de subsistance des communautés locales, sur la biodiversité, sur plusieurs espèces animales – dont les éléphants qui, migrant hors du parc, dévastent les cultures et tuent des personnes. L'Afiego demande la cessation immédiate des activités pétrolières dans le parc, et l'indemnisation des communautés vivant dans les territoires impactés par l'exploitation pétrolière.

ou encore au Congo-Brazzaville

Autre scandale pour TotalEnergies. Une enquête internationale, menée notamment par *Mediapart* (30/09), vient de révéler l'existence d'un rapport confidentiel, réalisé en 2016 par un cabinet spécialisé à la demande de la multinationale elle-même. Celui-ci concerne l'impact sur la faune et la flore de son terminal pétrolier implanté depuis 1972 à Djeno, au Congo-Brazzaville (*voir également page 7*) et sa lecture montre que, depuis 2012 au moins, Total sait qu'elle ne respecte pas ici les normes internationales en matière environnementale : « *pollutions chroniques et accidentelles [...] à intervalles réguliers* », fuites de pétrole dans la lagune, « *aucune action de dépollution* » suite à un déversement en 2007, traitement insuffisant avant leur rejet en mer des eaux utilisées pour faire fonctionner les installations et des eaux de pluie contaminées dans l'enceinte du terminal. Celles-ci contiennent des composés chimiques du pétrole (HAP), dont certains classés cancérigènes... À ce propos, le rapport cite une étude interne du groupe pétrolier constatant qu'en 2012, ces eaux contenaient des « *valeurs [d'HAP] supérieures au seuil de 10mg/l correspondant à la législation française* ». Total était alors censé engager des travaux pour les réduire. L'enquête internationale conclut que la pollution a plus que doublé en une décennie – notamment du fait du torchage (brûlage de l'excès de méthane s'échappant du terminal) –, continuant d'empoisonner l'air et la mer, la vie animale et humaine : dermatoses, maladies pulmonaires, cardiaques, cancers, etc. En toute impunité. En 2020, la Cour d'appel de Pointe-Noire suspendait l'application d'un premier jugement obligeant Total à dépolluer la lagune et verser des dommages et intérêts à une ONG congolaise.

La même année, Patrick Pouyanné se félicitait qu'« *au Congo, l'histoire de Total va continuer en bonne confiance avec les autorités du pays* »... Pas seulement au Congo : c'est bien l'ensemble de l'Afrique qui est victime des méfaits du géant pétrolier.



Journal fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - Directrice de la publication Pauline Tétillon - **Comité de rédaction** R. Granvaud, O. Tobner, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon, T. Noïrot, E. Cailleau, M. Lopes, J. Poirson, N. Butor, B. Godin, N. Maillard - **Ont contribué à ce numéro** J. Beurk, S. Nay, C. Lesaffre - **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> - **Commission paritaire** n°0226G87632 - **Dépôt légal** novembre 2024 - **ISSN** 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie Notre-Dame, 80 rue Vaucanson, 38830 Montbonnot Saint Martin

Après avoir imposé une campagne législative express, Emmanuel Macron s'est accordé pas moins de 51 jours pour nommer un premier ministre et consacrer l'union macro-lepéniste en la personne de Michel Barnier, quintessence d'un gaullisme réactionnaire... et, sans surprise, françafricain.

Une presse algérienne présentée comme « *libre et diverse* » au moment même où le journaliste Mohamed Benchicou vient d'être emprisonné pour ses critiques du régime Bouteflika (*Billets d'Afrique* n°133, 02/2005). Ou Omar Bongo, président du Gabon sans discontinuer depuis 1967 (et ce jusqu'à qu'à sa mort en 2009), désigné comme « *un homme qui a une expérience, un regard, une expertise tout à fait irremplaçable* » (*Le Monde*, 8/08/2004). Chef du Quai d'Orsay en 2004-2005, Michel Barnier se sera montré plus que conciliant envers des régimes politiques douteux – en particulier lorsque ceux-ci défendaient les intérêts français en Afrique. Le ministre s'était également dit « *très heureux* » de rencontrer son homologue soudanais Moustafa Othman Ismaïl, représentant d'un gouvernement qui a incité les milices Janjawid à nettoyer ethniquement une partie du Darfour (*Billets d'Afrique* n°128, 09/2004).

Autre point problématique de son CV occulté par les grands médias : la mystérieuse affaire Bouaké. Le 6 novembre 2004, en Côte d'Ivoire, le bombardement par deux avions ivoiriens du camp militaire français de Bouaké tue neuf soldats français et un civil américain. En réaction, l'armée française détruit l'entière de la flotte aérienne ivoirienne, provoquant une mobilisation des Ivoiriens réprimée dans le sang (nous y reviendrons dans notre prochain numéro). Mis à la disposition de la France par le Togo, les pilotes responsables du bombardement seront relâchés, faisant suspecter un coup tordu de Paris. Une juge d'instruction a demandé le renvoi des ministres de l'époque devant la

Cour de justice de la République, pour « entrave à la manifestation de la vérité » et « non-dénonciation de crime ». Demande rejetée. Ils ne seront finalement entendus que seize ans plus tard comme simples témoins lors du procès par contumace des pilotes disparus. Barnier, ministre des Affaires étrangères au moment des faits, assurera n'avoir rien su, rien entendu, tenu à l'écart qu'il était par l'Élysée et l'état-major.

Michel Barnier, c'est finalement le statu quo entre la France et ses colonies, anciennes... ou actuelles, à l'instar de sa déclaration d'amour paternaliste à « *l'Outre-mer, ce cœur battant de la France* » (*France-Antilles*, 19/10/2021). Une France où l'état de droit ne s'applique pas : candidat à l'investiture des Républicains pour la présidentielle de 2022, le nouveau premier ministre a ravivé l'abjecte proposition de la suppression du droit du sol à Mayotte et « *pour certaines collectivités d'outre-mer dans lesquelles nous sommes confrontés à des politiques de peuplement non maîtrisées* » (*Le Monde*, 15/11/2021). Opposé en 1990 à la loi Gayssot réprimant la négation des crimes contre l'humanité,

l'aversion libérale de Barnier pour la contrainte semble s'évaporer lorsqu'il s'agit des derniers confettis de l'Empire français... ainsi

que des droits des femmes, des personnes exilé·e·s, LGBT+, pauvres... En témoignent ses prises de position rétrogrades pendant ses presque quinze ans de mandat de député RPR.

Marque d'une fossilisation avancée de la vie politique française, la nomination de Michel Barnier entérine une Ve République obstinément raciste, coloniale, impérialiste... En un mot, criminelle.

Camille Lesaffre

UN FRANÇAFRICAIN COMME LES AUTRES

Sommaire

2 BRÈVES

3 ÉDITO

4 « COLONISATION CONSENTIE »

Rémi Carayol : « Mayotte est devenue le cheval de Troie de l'extrême-droite »

6 VU DEPUIS MAYOTTE

Le Collège de Mwenda

8 PÉTROLE

Burning Skies :

TotalEnergies et Perenco s'en torchent

9 LA NOUVELLE PIÈCE DE N. LAMBERT

« Nous avons un intime raciste en commun »

11 EXTRACTIVISME EN RDC ET COMPLICITÉS IMPÉRIALISTES

« Trente ans de numérique, c'est trente ans de morts et de terres mortes au Congo »

« COLONISATION CONSENTIE »

RÉMI CARAYOL : « MAYOTTE EST DEVENUE LE CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME-DROITE »

Avec *Mayotte, département colonie* (La Fabrique), le journaliste Rémi Carayol dresse le portrait implacable, passé et actuel, du dernier né des départements d'outre-mer. Une lecture salutaire à l'heure où l'île se transforme en avant-poste de l'extrême-droite et de ses idées. Nous en parlons avec lui.

Dès les premières pages, Rémi Carayol prévient : son livre ne nous parle pas de la seule Mayotte, mais de l'ensemble des Comores – c'est-à-dire également de Grande-Comore, Anjouan et Mohéli, regroupées dans une nation indépendante, l'Union des Comores. « On ne peut pas évoquer Mayotte sans parler des trois autres îles de l'archipel, nous précise-t-il. On la considère trop souvent comme s'il s'agissait d'un îlot perdu au milieu de nulle part, rattaché à la France par une espèce de cordon ombilical imaginaire. C'est en réalité une île qui vit dans son environnement, a des interactions très fortes avec lui. Et qui a une histoire commune avec les autres îles et ses populations, avec qui elle partage à peu près tout. Si ce n'est le projet politique. »

Dans *Mayotte, département colonie*, qui vient de paraître aux éditions La Fabrique, le journaliste dresse un portrait à la fois historique et contemporain de ce territoire devenu en 2011 le 101^e département français. Et c'est donc premièrement le récit d'un arrachement, celui de Mayotte au reste de l'archipel. « Lors de la décolonisation des Comores au milieu des années 1970, rappelle-t-il, la France, avec la complicité de l'élite politique locale matoraise, a disloqué ce territoire, contrevenant à cette règle de l'Organisation des Nations unies qui consistait justement à conserver au moment des décolonisations les frontières issues de la colonisation. Un cas unique du côté français¹. » Et qui aboutit à la situation dramatique que l'on connaît aujourd'hui : « Ce n'est pas seulement l'archipel qui a été disloqué, c'est toute la société matoraise ! »

Retour aux Comores

Rémi Carayol s'intéresse de longue date, on le sait, au continent africain, lui qui a fondé il y a trois ans l'excellente revue en ligne *Afrique XXI*. Mais ces dernières années, on était plus habitué à ce que ses reportages nous amènent du côté de l'Afrique de l'Ouest². Qu'est-ce qui l'a poussé à partir dans l'océan Indien ? « Dans les années 2000, j'ai vécu et travaillé comme journaliste aux Comores. Depuis mon retour en France en 2009, j'avais dans l'idée d'écrire un livre sur l'archipel, et plus précisément sur Mayotte, car il s'y passe des choses graves, mais très peu connues du public français. Ce qui a ravivé cette envie, c'est l'opération Wuambushu lancée l'an dernier. Et plus encore son traitement médiatique et politique. Le même finalement qu'il y a quinze ans, toujours caricatural, qui oublie le fait que les étrangers ne sont pas ceux qu'on croit et que la situation actuelle a d'abord été fabriquée par les Français. »

Le résultat est un ouvrage passionnant, dense mais accessible : 260 pages, notes comprises, au style direct et percutant. Dont l'un des objectifs, annoncé dès le titre, est de replacer Mayotte dans un contexte colonial : « Tous les territoires d'outre-mer ont un passé, mais aussi un présent colonial, souvent occulté dans le discours public – par exemple lorsqu'éclatent des conflits sociaux dans les Antilles. Il y a un aspect que je voulais vraiment développer dans ce livre, c'est l'étude de la société matoraise. Je suis journaliste, pas

sociologue, mais j'ai vécu là-bas et j'ai pu observer de près cette société et sa part de colonialité à mon sens très forte. »

À tel point que l'auteur présente l'île comme un « musée vivant de la colonisation » : « On a une organisation de la société, de l'administration très coloniale, avec une hiérarchie qui vient de "Métropole" et des subalternes matorais. De même que les réflexes de mépris, de paternalisme sont très forts dans la communauté des Blancs de Mayotte – qu'on appelle les *mzungu* sur place – qui se comportent bien souvent en colons, tenant des discours qui rappellent ceux que pouvaient tenir les colons à l'époque où c'était encore une colonisation formelle. »

Entre deux colonisations ?

Une colonisation, soit. Mais avec l'aval des populations concernées. « Mayotte est un territoire perclus de contradictions. Ce qui déboussole tout le monde, notamment les militants anticoloniaux », souligne Rémi Carayol. Les récentes législatives ont ainsi tourné dans l'île au plébiscite en faveur du maintien dans la France. Estelle Youssouffa, députée de la première circonscription de Mayotte, l'une des figures pro-françaises les plus véhémentes du territoire, a ainsi été réélue dès le premier tour avec près de 80 % des voix... « C'est très compliqué de dire que la voie empruntée par les Matorais n'est pas forcément la bonne, reconnaît Rémi Carayol, puisque c'est celle qu'ils ont choisie et revendiquent. Ils avancent un argument tout à fait entendable : l'autodétermination. Seulement, quand on

¹ « Pour l'instant en tout cas, ajoute-t-il tout de même. Puisqu'on voit en Nouvelle-Calédonie certains extrémistes évoquer régulièrement une partition de la Kanaky... »

² En particulier au Sahel. Il a notamment publié en 2023 *Le mirage sabélien, la France en guerre en Afrique* (La Découverte). On en parlait avec lui dans *Billets d'Afrique* en janvier 2023 (n°324).

voit à quel résultat cela aboutit, à quel point la vie est devenue très compliquée sur place, avec beaucoup d'insécurité, de pauvreté, de tensions avec les autres îles, on ne peut à mon sens que questionner la voie empruntée depuis 50 ans. »

Celle — curieux oxymore — d'une « colonisation consentie » : « Ce n'est pas une expression sortie de mon imagination, mais de conversations que j'ai eues dans les années 2000 avec des responsables politiques maborais du mouvement départementaliste. Ils m'expliquaient alors qu'ils avaient le choix à l'époque entre deux colonisations — la comorienne ou la française — et avaient préféré la seconde. »



Les Mahorais auraient ainsi opté pour un moindre mal. Une vision que le journaliste réfute : « On ne peut pas parler selon moi d'une colonisation comorienne. Il y avait une domination non pas des Grands Comoriens ou des Anjouanais sur les Maborais, comme on veut le faire croire, mais d'une classe dirigeante, d'une notabilité, qui étaient particulièrement fortes en Grande Comore et à Anjouan, sur les classes populaires. Et notamment sur les Maborais. Cela a été transformé, essentialisé par le mouvement départementaliste et c'est ce qui lui a permis de faire basculer la population maboraise de son côté. »

« Ce mouvement départementaliste était d'abord séparatiste, poursuit Rémi Carayol. Pour une partie de l'élite maboraise, il s'agissait d'abord de s'émanciper des

Comores. Mais s'ils s'imaginaient "rester français", ce n'était pas forcément pour épouser les valeurs françaises — bien discutables d'ailleurs — mais d'abord pour préserver leurs intérêts, en l'occurrence pour beaucoup leurs intérêts économiques. Elle est là, la force motrice du mouvement séparatiste lorsqu'il naît en 1958. Puis au fil du temps, dans les discours publics qui ont été développés, c'est surtout une opposition aux autres habitants de l'archipel qui a été mise en avant. Bien plus que la défense de valeurs prêtées à la République française. »

Paradoxe vertigineux

Pas d'amour inconditionnel de la France donc, mais un rejet des Comores voisines suffisant pour faire de Mayotte une nouvelle terre d'élection pour l'extrême-droite hexagonale. « Le Front National, ancêtre du Rassemblement national, n'avait jamais fait de gros scores là-bas jusqu'au début des années 2010, malgré les discours xénophobes ambiants, précise notre interlocuteur. Juste un chiffre : en 2012, Marine Le Pen ne faisait que 2,77 %, un résultat ridicule. Lors de la dernière élection en 2022, elle a récolté plus de 42 % des voix dès le premier tour ! » Ce qui aboutit à ce paradoxe vertigineux : « Un territoire habité par une population qui est en très grande majorité musulmane et noire et qui vote aujourd'hui en très grande majorité pour un parti islamophobe et raciste. »

Pour Rémi Carayol, « cela s'explique en partie par les discours xénophobes mis en avant dans les années 1960-70 pour convaincre les Maborais de se séparer des autres îles. Ils ont perduré et ont même été exacerbés depuis une dizaine d'années, lorsqu'est apparu une insécurité nouvelle qu'on a voulu relier à l'immigration. C'est en réalité beaucoup plus complexe que cela, tous les travaux sociologiques, les enquêtes de terrain, notamment auprès de la jeunesse délinquante, le démontrent. Mais dans les discours publics, le lien est évident. Moi, on me dit régulièrement qu'il n'y a aucun Maborais parmi les délinquants... Inévitablement, ce discours dominant se retrouve dans le résultat des élections. » Et de parier qu'à la prochaine présidentielle, « le parti de Le Pen fera un score encore plus important que celui de 2022 ».

Aubaines pour l'extrême-droite

Mayotte est ainsi devenu pour l'extrême-droite un bastion, un enjeu majeur... et un véritable laboratoire pour la mise en place de son programme réactionnaire. « L'Outre-mer, dans son ensemble, sert régulièrement de laboratoire à l'État français, en matière policière et juridique notamment, souligne Rémi Carayol. On se souvient, par exemple, que la BAC (Brigade Anti Criminalité, NDLR) a d'abord été expérimentée aux Antilles. Mais selon moi, Mayotte est devenue pour l'extrême-droite davantage un cheval de Troie qu'un laboratoire. »

Avec, en tête de ses objectifs, ce vieux serpent de mer qu'est l'abrogation du droit du sol : « L'une des revendications les plus anciennes de l'extrême-droite, mais aussi l'une des plus difficiles à faire accepter en France. Elle a compris qu'à Mayotte, cette réforme pouvait passer. De fait, c'est aujourd'hui la première revendication des élus maborais au Parlement français : les deux députées actuelles, mais aussi l'ancien sénateur, aujourd'hui secrétaire d'État à la Francophonie³. Évidemment, l'extrême-droite soutient cette revendication avec une arrière-pensée très claire : commencer par Mayotte pour ensuite étendre la mesure à d'autres territoires d'outre-mer, puis si possible à l'ensemble du territoire français. »

Il complète : « Il y a d'autres idées qui sont avancées aujourd'hui à Mayotte par des élus qui ne sont pas forcément tous d'extrême-droite, mais qui intéressent beaucoup l'extrême-droite française. Prenons le cas de Mansour Kamardine, ancien député Les Républicains : dans un livre récemment publié, il propose non seulement d'abroger le droit du sol, mais aussi d'en finir avec la scolarisation des enfants "étrangers". Il commence à remettre en cause aussi la gratuité des soins pour tous. Ce sont évidemment des aubaines pour l'extrême-droite française, puisque c'est ce qu'elle défend depuis des années. »

Autant de sujets devenus aujourd'hui, hélas, centraux dans la vie politique française — une dérive que ne stoppera pas le très à droite gouvernement Barnier. Et autant de raisons de s'intéresser de près à ce qui se passe du côté maborais, en commençant par la lecture, salutaire, de ce *Mayotte, département colonie*.

Benoît Godin

³ Respectivement Estelle Youssouffia (LIOT), Anhya Bamana (RN) et Thani Mohamed Soilihi (Renaissance).

VU DEPUIS MAYOTTE LE COLLÈGE DE MWENDAO

Arrivée à Mayotte pour une première expérience dans l'Éducation nationale, Saari Nay (c'est un pseudonyme) partage ici ses observations recueillies au cours d'une année d'enseignement dans un collège de ce « 101e département français ».

Le collège de Mwendao¹ ne cesse de s'agrandir au fil des ans pour accueillir des élèves toujours plus nombreux. Bien que les établissements scolaires de l'île soient épargnés par les coupures d'eau, les cours sont tout de même régulièrement annulés ici à cause de divers problèmes de canalisations. Comme quasiment partout à Mayotte, pas de cantine scolaire. Dès que sonne la récréation du matin, de longues files d'adolescent·e·s se forment pour recevoir chaque jour le même sandwich de pain blanc carottes-maïs-sauce mayonnaise. À l'extérieur, la police, présente quotidiennement, prévient ou disperse les rixes, nombreuses entre quartiers... quand elle n'interpelle, n'incarcère, puis ne renvoie pas vers les Comores indépendantes voisines un parent d'élève venu au collège.

Les collégien·ne·s de Mwendao vivent majoritairement dans des « bangas », habitats en tôle parfois difficiles d'accès et sans eau courante. La collation scolaire est pour une partie des élèves le seul repas de la journée. En janvier dernier, alors que l'acheminement des denrées alimentaires était bloqué par les barrages des Forces vives², bien des élèves n'avaient mangé que du pain sec et s'endormaient sur leur pupitre. Ils sont nés à Mayotte, aux Comores ou à Madagascar. Leur statut administratif est plus ou moins précaire – un tiers français, un tiers avec titre de séjour, un tiers sans-papiers.

Mépris en prime

Dans la salle des professeurs, les énergies sont tournées vers la complainte du temps présent et les ragots. Les « Métropolitains », majoritaires, occupent généralement les canapés tandis que les Mahorais et Comoriens à leur tour se

divisent les espaces moins confortables. Le sujet de l'argent rassemble les conversations : enseigner à Mayotte est une opportunité financière, comme me le prouve un collègue à force d'additions, ou cet autre qui, à la pause café, sort les plans de sa maison normande en cours de construction. Titulaires ou contractuel·le·s, payé·e·s entre 3000 et 6000 euros par mois, ces enseignant·e·s vivent une toute autre vie que leurs élèves. Les postes vacants sont nombreux, ils enchaînent les heures supplémentaires et gagnent plus.

La « faiblesse », la « stupidité » des collégien·ne·s ou le manque d'implication de leurs parents sont décriés comme des fatalités : « *Les gens ont trop d'enfants et ne s'en occupent pas. Ils leur servent juste à obtenir des papiers* », avance une conseillère principale d'éducation. Mais ce supposé détachement des parents d'élèves est aussi un avantage : « *Contrairement à la métropole, si je veux humilier un élève, je peux le faire et personne ne me dira rien* », me confie une professeure d'anglais.

La situation politique tendue de Mayotte et l'activisme policier lié à l'immigration ne semblent que très rarement pris en compte par les équipes éducatives pour comprendre les difficultés des élèves et imaginer des solutions. Les appels à la grève concernent les salaires ou la retraite mais – du moins ici à Mwendao – la réalité locale est un non-sujet. L'approche plurilingue et pluriculturelle reste un impensé pour les enseignements, l'usage du *shimaore* (la principale langue autochtone) est interdit en classe. En outre, le décalage économique et culturel entre professeurs et élèves est immense. Comment ces derniers peuvent-ils alors s'emparer des enseignements ?

Curieux et bloqués

Les collégien·ne·s ne critiquent pas directement ce système inégalitaire, mais ils ne cessent d'aborder des sujets hautement politiques. Ils évoquent ainsi le racisme au collège : les adolescent·e·s blanc·he·s (très minoritaires) seraient favorisé·e·s par rapport aux Noir·e·s. Souvent le thème de la violence apparaît dans leurs rédactions, avec la figure du délinquant qui cristallise les peurs. Un jour, alors qu'un de leurs camarades s'est fait kidnapper et poignarder, les adolescent·e·s racontent leur angoisse constante d'être agressé·e·s, et la facilité avec laquelle un conflit peut dégénérer : « *À Mayotte, il y a beaucoup de violences à cause des filles, du sexe, de l'amour, même à cause des chiens !* »

Les idées politiques des élèves reflètent *in fine* celles de la société mahoraise. Certains souhaitent renforcer les forces de police ou construire plus de prisons, d'autres dénoncent l'hypocrisie des Mahorais qui embauchent des travailleurs sans papiers tout en luttant contre l'immigration clandestine. « *Mayotte est pauvre sans les Comores. Les Comoriens viennent cultiver et bâtir Mayotte* », argumentent-ils. Mais tous s'accordent en disant : « *La France s'en fout de nous !* »

Les défis que doit affronter le « 101e département » pèseront bientôt sur les épaules de ces jeunes, pourtant globalement méprisés par le système scolaire, outil d'une politique éducative coloniale assimilationniste, qui tient d'abord par l'appât du gain. Écraser la culture, interdire la langue, ignorer la réalité sociale des élèves... Que pourrait faire d'autre la France dans l'une de ses dernières colonies ?

Saari Nay

¹ Le nom a été changé. Mwendao en *shimaore* signifie « On y va ».

² Mouvement de protestation contre l'insécurité et l'immigration clandestine à Mayotte.

PÉTROLE BURNING SKIES : TOTALENERGIES ET PERENCO S'EN TORCHENT

Dans une série d'enquêtes, *Mediapart* révèle l'ampleur des conséquences sur le climat, l'environnement et la santé, du torchage pratiqué en Afrique et au Moyen-Orient par plusieurs grandes compagnies pétrolières en Afrique et au Moyen-Orient. Dont deux bien de chez nous.

Des tours métalliques crachant, parfois sans interruption, d'immenses colonnes de flammes : voilà le paysage quotidien des milliers de personnes vivant à proximité d'installations pétrolières pratiquant le torchage. Le torchage de gaz est un procédé consistant à brûler les excédents de méthane issus de l'exploitation du pétrole et du gaz, ce qui entraîne la formation de torchères, ces fameuses hautes flammes. Cette pratique est climaticide, parce qu'elle rejette de grandes quantités de CO₂ dans l'atmosphère, mais aussi dangereuse pour la santé : les fumées qui s'en échappent contiennent des particules fines et un grand nombre de composés chimiques cancérigènes, comme les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ou le benzène.

Publiée en septembre et octobre derniers par *Mediapart* et réalisée en partenariat avec treize médias internationaux, la série d'enquêtes *Burning Skies* révèle que, contrairement à ce que veulent faire croire les entreprises pétrolières pratiquant le torchage, celui-ci a des conséquences de grande ampleur en termes de changement climatique, de pollution environnementale et de santé. Parmi les mises en cause dans l'enquête, deux compagnies bien de chez nous parodent au palmarès : la française TotalEnergies et la franco-britannique Perenco.

Les calculs arrangeants de TotalEnergies

Pour évaluer les émissions de gaz à effet de serre liées à ce procédé, les journalistes ont utilisé les données satellitaires fournies par le Groupe d'observation de la Terre du Payne Institute for Public Policy et l'ONG environnementale SkyTruth, portant sur 665 infrastructures pétrolières et gazières en Afrique et au Moyen-Orient, de 2012 à 2022. Ils

ont ainsi pu révéler que, sur cette période, TotalEnergies est responsable du rejet de 63 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère juste par torchage.

Les chiffres fournis par l'entreprise sont pourtant bien en deçà, ce qui s'explique par sa bien arrangeante méthode de calcul : le groupe s'attribue 100 % des émissions de gaz à effet de serre quand il est opérateur de celui-ci, mais 0 % quand il en est uniquement actionnaire ! Cela lui permet par exemple de ne déclarer aucune émission sur le site de Halfaya (Irak), dont le groupe est actionnaire à 22,5 %, et dont les torchères ont pourtant rejeté 24 millions de tonnes de CO₂ en dix ans.

Perenco, petit mais costaud

Plus petite, plus discrète, Perenco n'est pas en reste et émet même davantage que TotalEnergies dans les six pays de la région dans lesquels elle opère, avec 66 millions de tonnes de CO₂ entre 2012 et 2022. Le bilan s'alourdit quand on calcule les émissions par volume de pétrole produit : elles sont alors dix fois plus importantes que celles de son homologue. Cette différence s'explique par le modèle économique de l'entreprise, qui consiste à racheter de vieux champs pétroliers en fin de vie, souvent moins productifs et plus polluants, mais aussi par un manque d'effort pour limiter les effets néfastes du torchage.

Perenco est par exemple la seule des sept plus grandes entreprises pétrolières européennes qui n'a pas adhéré à la « Zero Routine Flaring by 2030 ». L'objectif de cette initiative, portée par la Banque mondiale, est de supprimer d'ici 2030 le torchage « de routine », presque permanent mais pas nécessaire, contrairement au torchage « de sécurité », qui permet par exemple d'éviter des explosions. Au Gabon, au Congo-

Brazzaville et au Cameroun, le groupe a également torché de grands volumes de gaz, alors que la pratique y est théoriquement interdite ou étroitement réglementée. Par ailleurs, les activistes qui dénoncent la pollution de Perenco au Kongo-Central (République démocratique du Congo) subissent menaces et intimidation¹.

Main basse sur Djeno

Depuis mi-août 2024, les deux firmes exploitent main dans la main, avec l'italienne Eni et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) le terminal de Djeno, par lequel transite presque tout le pétrole extrait au Congo-Brazzaville (*Africa Intelligence*, 01/10/2024). Installé à seulement un kilomètre de la ville, le site, dont les torchères polluent la région depuis 1972, était d'abord la possession de TotalEnergies et d'Eni, avant d'être rendu à l'État congolais en 2020, à la fin du contrat de concession. Mais suite à un nouvel accord d'exploitation, la firme française est restée actionnaire principale du terminal (48 %) et a été rejointe par Perenco (11 %).

Cet accord reste très avantageux pour les entreprises pétrolières, qui n'auront à verser à l'État qu'un loyer de 1,5 million de dollars par mois – une bagatelle, au vu des juteux bénéfices du terminal. Si des frictions existent entre TotalEnergies et Perenco, notamment sur la répartition des coûts de gestion de l'eau, il y a fort à parier que le rôle de « vigie » que Brazzaville veut attribuer au nouvel actionnaire ne se fera pas au bénéfice des habitant·e·s de Djeno, meurtri·e·s dans leur environnement et dans leur chair, et qui se battent depuis des années pour obtenir des réparations.

Nicolas Butor

¹ Rapport de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits humains (27/08/2024)

LA NOUVELLE PIÈCE DE NICOLAS LAMBERT « NOUS AVONS UN INTIME RACISTE EN COMMUN »

Dans son nouveau spectacle *La France, Empire*, le comédien et dramaturge Nicolas Lambert (*Elf, la pompe Afrique*) mêle souvenirs personnels, récits historiques et témoignages et questionne ainsi le « secret de famille national » que constituent notre passé et notre présent colonial.

Dans votre précédente trilogie théâtrale, *L'A-démocratie*, vous évoquiez déjà le néocolonialisme français et les sales affaires de la Ve République. Qu'est-ce que vous n'aviez pas encore raconté et qui devait l'être dans ce nouveau spectacle, *La France, Empire* ?

Nicolas Lambert : Ce qui m'a convaincu de monter ce nouveau spectacle, c'est, en 2021, un salarié de CNews qui a commencé à monopoliser la parole médiatique en disant : « Vous êtes racistes, mais ce n'est pas de votre faute, c'est eux qui ne sont pas bien ! » Alors qu'il me semble qu'on devrait plutôt dire : « Vous êtes racistes, mais ce n'est pas de votre faute, c'est la France qui pendant des siècles vous a dit que eux ne sont pas bien ! »

C'est pour cela qu'il faut rappeler les différentes facettes de notre histoire, qu'il faut rappeler que sous drapeau français, nos forces de l'ordre ou nos armées ont systématiquement violé et massacré des gens en Algérie, à Madagascar, en Syrie et ailleurs. Sinon, on ne comprend pas ce qui se passe aujourd'hui. Si on ne nous dit pas qu'on a des liens avec tous les gens d'origine marocaine, camerounaise, vietnamienne, malgache... autour de nous, le premier polémiste de comptoir qui vient dans le poste pour dire « on est chez nous, ils viennent pour nous grand-remplacer », pourra, en trois phrases, réactiver 150 ans de racisme dans nos cerveaux. Puisqu'il ne fait que répéter ce qu'ont toujours prétendu la IIIe, la IVe République... et ce qu'a longtemps dit la Ve ! C'est ce qu'on appelle aujourd'hui la loi de Brandolini : pour détricoter une phrase pareille, j'ai besoin de deux heures sur scène. Bon, d'accord, je le fais !

Mon boulot, c'est de raconter des histoires, et donc j'essaie de proposer un

contre-discours qui puisse transformer la vision du public, et lui donner quelques éléments qu'il peut ensuite transmettre lui-même. Je cherche juste à montrer comment, moi-même, j'ai démonté ce discours dans ma tête, par étapes. Moi aussi, j'ai cru que « les femmes », « les Noirs », « les Arabes » et « les Asiatiques », c'était pas des gens. Cela peut être insupportable à entendre, que d'une façon ou d'une autre, j'ai participé à ça, comme tout le monde. Ça

s'est passé à mon insu, mais je peux en prendre conscience et arrêter de transmettre cette vision. Encore faut-il en prendre conscience !

Dans *L'A-démocratie*, vous adoptiez un style très documentaire, en utilisant des sources brutes que vous mettiez en scène. Quelle forme adoptez-vous dans ce spectacle et quelles sources utilisez-vous ?

UN TÉMOIGNAGE DE PREMIER ORDRE

Le spectacle commence par une fin de soirée un peu arrosée, où la fille de Nicolas Lambert lui demande de corriger un devoir d'histoire — qu'elle doit évidemment rendre pour le lendemain. Le sujet, tiré du brevet général de 2017 : « Montrez en quelques lignes que l'armée française est au service des valeurs de la République et de l'Union européenne. » C'est cette consigne, plus que la réponse de sa fille, qu'il s'emploie à corriger pendant deux heures, seul sur scène, dans *La France, Empire*. Deux heures où le comédien et dramaturge nous tient en haleine dans une réflexion-fleuve sur la République française, l'Empire colonial qu'elle n'a pas voulu laisser mourir et l'armée à qui elle a tout permis pour arriver à ses fins.

Du grenier de ses grands-parents saint-quentinois, lieu de ses premières découvertes artistiques et historiques, à une Mayotte retournée par l'opération Wuambushu en 2023, en passant par le quartier de prostitution coloniale de Bousbir (au Maroc), actif de 1923 à 1955, Nicolas Lambert nous entraîne à travers les lieux et les époques dans un triple

processus de destruction créatrice : sa propre déconstruction des mythes et des figures républicaines ; la psychanalyse d'une Marianne bodybuildée dont l'inconscient resurgit sous forme de jeux de mots involontaires ; la construction d'un « musée de la Guerre du démantèlement de l'Empire » qu'il remplit sous nos yeux de statues invisibles. Tout cela pour créer de la paix, celle qui n'a jamais vu le jour après les guerres d'indépendance pour la bonne raison qu'on n'avait pas le droit de les appeler des guerres.

Rythmé, toujours drôle, parfois émouvant, voire bouleversant, le spectacle tire sa grande force d'un Nicolas Lambert survolté, jonglant avec les registres et les récits, possédé par les personnages qu'il invoque sur scène grâce à ses talents d'imitateur, et porté par une mise en scène sobre et efficace, où la lumière et le clair-obscur révèlent les spectres coloniaux qui continuent à hanter notre imaginaire national.

Nicolas Butor

L'A-démocratie, c'était du documentaire brut, il n'y en avait plus sur les scènes françaises depuis des décennies et ça me manquait. C'était important pour moi qu'on entende directement les acteurs de ce qui s'était passé. Cela me permettait de ne pas entrer dans une confrontation d'opinion, mais de présenter des faits, et je pensais que cela serait pertinent pour que le spectateur se fasse sa propre opinion.

Ce que je propose aujourd'hui sur scène, c'est un autre genre que je n'ai encore jamais vu au théâtre et qui me manque également : l'essai. Comme le font de nombreux essais sur papier, je pars d'exemples personnels, que je développe ensuite à l'aide de documents. J'utilise la forme du récit, et je voulais que ces documents soient eux-mêmes des récits. Ce n'est pas l'événement brut, contrairement à mes autres spectacles. C'est quelqu'un qui à chaque fois raconte. Par exemple, Max Bardet, ce pilote d'hélicoptère au Cameroun qui raconte son expérience ; la journaliste Florence Beaugé qui raconte à l'Assemblée nationale le viol systémique en Algérie ; le Général de Gaulle qui raconte l'Histoire en marche aux enfants de France en 1941... J'utilise aussi du reportage, parce que je suis allé récolter de la parole, à Mayotte par exemple. J'ai d'ailleurs commencé à faire du documentaire au théâtre parce que je faisais du reportage à la radio.

Vous utilisez aussi votre propre vécu, contrairement à vos précédents spectacles. Pourquoi était-il important pour vous de nous plonger dans cette part d'intime ?

Partir de sa vie, qui est une méthode propre à l'essai, me permet de développer mon parcours et mon cheminement de pensée. Et puis, je pense qu'on a beaucoup d'intime en commun ici, notamment un intime raciste, avec lequel on a grandi. C'est à l'école qu'on m'a raconté que les-filles-les-noirs-les-arabes, c'était des gens « pas comme nous ». C'est pas quelque chose que je suis allé inventer. Par contre, je l'ai intégré, et c'est une parole que je suis devenu susceptible de transmettre. Aujourd'hui, on ne tient plus ces discours racistes, antisémites, islamophobes de la même façon dans la parole publique, ils ne sont plus dominants à l'école... Mais ils



Nicolas Lambert dans *La France Empire* (photo Pauline LeGoff)

continuent à s'y transmettre en filigrane. Et ils sont en permanence activés dans le cadre familial ou professionnel, c'est donc là qu'il faut les désactiver. Donc, si je veux m'attaquer à l'intime de notre pays, il faut que je me mouille et que je m'attaque à mon propre intime.

Vous parlez même d'un « secret de famille national »...

Tout à fait. Le problème, c'est que, comme le dit le psychologue Serge Tisseron, qui a travaillé sur les secrets de famille, un secret indicible devient, à la génération d'après, innommable, puis impensable à la génération suivante. Mais il continue à se transmettre et à peser lourd. Dans le spectacle, je prends l'exemple de la paix. La paix, c'est quelque chose que l'on construit, comme avec l'Allemagne après la guerre : on a mis en place des villes jumelées, la chaîne de télé franco-allemande Arte, etc. Mais si vous prenez les guerres de démantèlement de l'Empire colonial, comme celle d'Algérie, il a fallu quarante ans à la France pour reconnaître que c'était une guerre. Et même depuis, on n'a pas fabriqué la paix. On n'a pas créé, par exemple, une chaîne Arte franco-algérienne.

Si on ne construit pas la paix, il ne reste qu'un silence qui se transmet en secret, quelque chose qui ne se dit pas de génération en génération.

C'est pareil pour la question des droits des femmes, et c'est pour ça qu'il y a beaucoup de témoignages féminins dans ce spectacle. Le viol a longtemps été une chose normale en France, et le viol comme arme de guerre, que la France dénonce notamment aujourd'hui en Ukraine, a fait partie de la tradition militaire tricolore.

Ou encore comme le terrorisme : ce n'est pas une arme spécifique à tel ou tel groupe social « sous-développé ». C'est l'arme que nous avons nous-mêmes employée quand nous sommes allés prendre possession d'une terre. Quand on emporte un opposant camerounais en hélicoptère et qu'on l'assassine en le jetant depuis les airs au milieu de son village, c'est du terrorisme. On ne peut pas faire de guerre « contre le terrorisme », ça n'a pas de sens puisque le terrorisme, c'est une arme. L'objectif de ce spectacle, c'est justement de redonner un peu de sens aux mots, et un peu de valeur aux termes qu'on emploie.

Propos recueillis par Nicolas Butor

EXTRACTIVISME EN RDC ET COMPLICITÉS IMPÉRIALISTES « TRENTE ANS DE NUMÉRIQUE, C'EST TRENTE ANS DE MORTS ET DE TERRES MORTES AU CONGO »

Chercheur et membre de l'association Survie, Fabien Lebrun publie chez L'Échappée *Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté*. En dénonçant les impacts écologiques, géopolitiques et humains des nouvelles technologies, il en vient à raconter la tragédie de tout un pays, le Congo-Kinshasa. Entretien.

Qu'est-ce qui vous a amené à travailler sur la République démocratique du Congo (RDC) ?

Fabien Lebrun : Après avoir étudié divers impacts de la consommation des technologies de l'information, je me suis penché sur la production de l'ensemble des terminaux et infrastructures numériques, c'est-à-dire sur leur matérialité. Ainsi, lorsque l'on se penche sur les ressources naturelles qui composent nos appareils connectés, nous tombons obligatoirement sur le Congo-Kinshasa, de par sa singularité géologique.

Vous êtes membre de l'association Survie, dont l'un des combats historiques est la reconnaissance de la complicité de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda. Le régime de Kigali actuel est accusé par l'ONU de soutenir le M23, groupe armé actif dans la déstabilisation du Nord-Kivu. Identifiez-vous une contradiction entre ces axes de travail ?

Il n'y a pas de contradiction entre ces deux axes. Il s'agit d'être nuancé et précis : agir pour la reconnaissance du génocide des Tutsis au Rwanda ne doit pas se faire au détriment des populations congolaises victimes de la politique économique rwandaise au Congo, au même titre que dénoncer les crimes à l'Est du Congo ne peut en aucun cas alimenter le doute sur le génocide des Tutsis au Rwanda et toutes formes d'anti-tutsisme. L'imbrication des deux histoires doit par ailleurs faire prendre

du recul sur les facteurs « ethniques ». Il faut convoquer d'autres déterminants aux drames communs en Afrique des Grands Lacs.

Justement, comment votre analyse de l'extractivisme contrarie-t-elle les lectures ethnistes des conflits en cours ? Quels liens faites-vous avec la colonisation et le (néo)colonialisme ?

La dimension ethnique et communautaire des conflits au Congo est souvent invoquée du fait de revendications foncières autour de la conception de la terre et de son usage. Cette situation locale doit, à l'ère de la mondialisation, être mise en tension avec la géopolitique régionale et internationale. La plupart des groupes armés existent à partir de l'exploitation de ressources naturelles (minières, agricoles et forestières) : tous dépendent d'une économie locale elle-même en interconnexion avec l'économie mondialisée. Des acteurs du monde entier participent de cette exploitation et commercialisation des matières premières congolaises — des agents « traditionnels » du colonialisme (les Occidentaux) et des nouveaux (particulièrement la Chine).

On observe donc une convergence d'intérêts entre ces groupes armés et les entreprises occidentales ? Quelle part de responsabilité est attribuable à la France ?

L'industrie minière a financé la rébellion menée par Kabila en 1996 pour chasser le

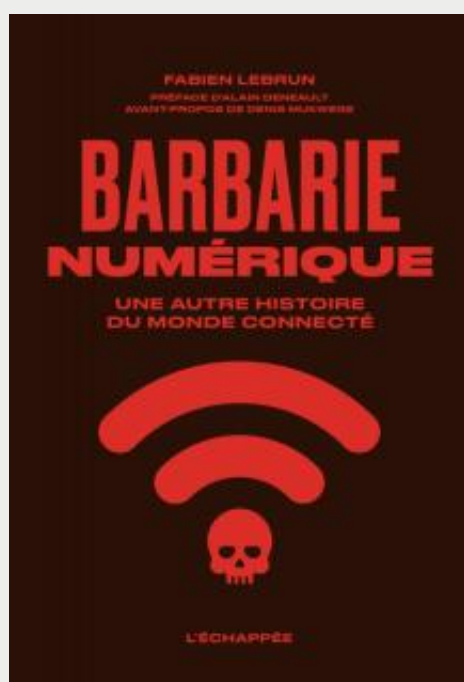
dictateur Mobutu, s'implanter davantage au Congo et s'appropriier les métaux numériques, notamment les multinationales nord-américaines, canadiennes en tête¹. Les multinationales minières ont financé des groupes armés congolais et étrangers qui ont commercialisé les minerais destinés à l'industrie numérique émergente. Les métaux congolais ont alimenté un trafic d'armes et donné du pouvoir économique et politique à des seigneurs de guerre et trafiquants en tout genre, début d'une chaîne qui commence en Afrique centrale pour finir chez les multinationales de l'informatique. Les élites congolaises se sont également enrichies et ont bâti leur pouvoir via des contrats avantageux pour les entreprises étrangères, quand elles n'ont pas bradé les terres de leurs populations. Cette kleptocratie est cautionnée par les puissances capitalistes occidentales comme orientales, car tout le monde a besoin du Congo pour s'industrialiser et devenir une puissance high-tech.

Donc tout le monde se sert : États-Unis, Canada, Afrique du Sud, pays européens, Chine, Inde, Émirats arabes unis... Les institutions capitalistes, type FMI et Banque mondiale, financent les projets extractivistes et rédigent le code minier congolais. Les minerais sont pillés par les pays voisins, Rwanda et Ouganda en tête, la contrebande et la corruption permettent d'acheminer les minerais jusqu'aux ports du Kenya et de la Tanzanie en toute opacité, puis de les exporter jusqu'aux métallurgistes

¹ « Canada : le paradis sous terre » (*Billets d'Afrique* n°204, juillet-août 2011)

LE CRI DES MORTS DU CONGO

« ENFIN C'EST DIT ! Il fallait faire de grands détours historiques et oser prendre le recul nécessaire pour nous donner un grand angle sur l'histoire du Congo-Kinsbasa, son exploitation froide, ses affections systémiques, sa paupérisation structurelle. Fabien Lebrun l'a fait. Les pièces du puzzle tombent au bon endroit, et même si l'image générale qui s'en dégage offre un regard proprement effrayant sur l'Occident violemment capitaliste, on en sort intellectuellement soulagé. On comprend. »



C'est par ces mots du philosophe Alain Deneault, qui signe la préface du livre, que s'ouvre *Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté*. Un ouvrage ambitieux et courageux dans lequel le chercheur Fabien Lebrun¹ s'emploie à dégager de la complexité des faits historiques ceux qui sont constants et dominants et constituent ainsi une grille de lecture éclairante – en l'occurrence révélatrice du fonctionnement de la structure capitaliste de la société moderne, telle que décrite par Marx. Objet de ce décryptage salutaire, depuis l'accumulation primitive du capital initiée à la fin du XVe siècle jusqu'à l'accumulation définitive contemporaine : le bassin du Congo.

Cela commence par quatre siècles de

rapt d'hommes et de femmes au royaume du Kongo. Des captifs embarqués jusqu'au continent américain pour y travailler dans les vastes plantations de sucre, de coton, de tabac, de café... Autant de produits devenus indispensables aux consommateurs européens. 13 millions de Congolais sont déportés, dont cinq périssent pendant le trajet dans des conditions inhumaines. L'essor industriel de l'Europe de l'Ouest, qui débute au XVIIIe siècle, n'a été possible que grâce aux énormes profits du commerce triangulaire et de ces plantations d'outre-Atlantique.

Puis vint, à partir de 1885, la colonisation de l'Afrique et le deuxième acte de la tragédie du Congo, attribué en propriété privée au roi des Belges Léopold II. L'immense forêt équatoriale du bassin du Congo recèle, entre autres richesses, l'hévéa qui produit le caoutchouc nécessaire à l'industrie automobile. Son exploitation se fait dans des conditions d'une cruauté inouïe : exécutions et mutilations s'abattent sur une population forcément récalcitrante au travail forcé. Entre 1885 et les années 1930, le Congo perd la moitié de ses habitants.

Mais l'horreur ne s'arrête pas là. Dans la seconde moitié du XXe siècle, on assiste à une explosion de l'extractivisme, qui atteint des proportions gigantesques à partir de 1995. Fabien Lebrun fait l'inventaire des fabuleuses ressources en minerais de l'actuelle République démocratique du Congo (RDC), sans lesquelles le monde numérique n'existerait pas. Cette singularité est à l'origine des guerres qui font rage depuis 30 ans dans le pays pour le contrôle des sites miniers. En tête de cette course à l'exploitation par les armes, le Rwanda et l'Ouganda voisins. Mais les autres pays limitrophes prennent aussi part à la curée, de même que l'armée congolaise, héritière de la corruption invétérée de l'ère Mobutu. La guerre est financée par le trafic de métaux rares et autres minerais, qui quittent la RDC en toute illégalité. Un trafic lui-même entretenu par la guerre, laquelle nourrit aussi le trafic des armes. Au bout de la chaîne, une industrie mondiale du numérique qui ferme les yeux sur l'origine

de ces irremplaçables matières premières.

Le chapitre des conséquences est insoutenable : massacres incessants, tortures inimaginables, violences sexuelles systématiques... La mort fauche les habitants par millions. Il s'agit notamment de chasser par la terreur les paysans vivant sur les sites convoités. S'y ajoute le scandale de l'extraction par des enfants esclaves, exploités dans des conditions dantesques. Les effondrements de galeries sont fréquents, ensevelissant parfois des centaines de creuseurs dont on ne dégagera pas les corps – le temps presse pour l'extraction !

« Les responsables ? Chacun de nous, qui avons du sang congolais dans notre poche »

Chaque avancée technologique, requérant plus de variétés de métaux rares et en plus grande quantité, amène une recrudescence des conflits. Le progrès technique illimité génère ainsi une barbarie illimitée. Les responsables ? Chacun de nous, qui avons du sang congolais dans notre poche ; les colons africains, soldats et bandes armées, et leurs commanditaires qui commettent massivement des crimes inouïs et devraient être jugés ; mais surtout les surpuissantes multinationales du numérique avec leurs surprofits, qui pèsent de toute leur influence pour empêcher qu'une loi internationale n'impose une véritable traçabilité qui leur interdirait d'utiliser ces métaux souillés du sang des enfants. Quand on demande à un Bill Gates ce qu'il pense de la situation au Congo, il ne dit mot. Un silence partagé par les grands médias internationaux. Il règne une patente et sinistre indifférence générale face à l'ampleur de cette tragédie congolaise.

Pour Fabien Lebrun, le salut du Congo passe par la dénumérisation du monde.

Odile Tobner

Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté de Fabien Lebrun, éditions de l'Échappée (432 pages, 22 €)

¹ Déjà auteur de *On achève bien les enfants, écrans et barbarie numérique* (Le Bord de l'eau, 2020).

occidentaux et usines asiatiques d'assemblage des composants, pour finir en gadgets technologiques commercialisés partout dans le monde : cette géopolitique fait du Congo l'un des centres de notre monde connecté.

L'État français, via le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), a récemment passé des accords avec l'État congolais pour explorer et mieux connaître le sous-sol congolais. Qui peut croire ou affirmer un instant que ces démarches amélioreront le sort des populations ? On est là face à une manifestation typiquement néocoloniale, sans compter les partenariats militaires que Survie a documentés. Par ailleurs, je rappelle que des multinationales françafricaines comme Total, Perenco et Bolloré exploitent le sous-sol congolais : extraction d'hydrocarbures, transport de produits miniers...

En matérialisant la dématérialisation, votre livre permet de comprendre la place centrale du Congo dans le capitalisme mondial : quel rôle spécifique des géants de la tech dans les systèmes de prédation identifiez-vous ?

Le Congo est qualifié de « scandale géologique » tant il regorge de ressources naturelles. Depuis la révolution industrielle, le Congo approvisionne les différentes étapes de la mondialisation : du caoutchouc pour l'industrie du pneu et de l'automobile à la fin du XIXe siècle, des métaux utiles en temps de guerre pour les deux conflits

mondiaux du XXe siècle (zinc, cuivre, plomb, manganèse, etc.), du cobalt pendant la Guerre froide et la course aux armements, jusqu'à l'uranium du Katanga à l'origine de la bombe atomique.

L'abondance du sous-sol du Congo répond à l'informatisation du monde des années 1990-2000, notamment ceux qualifiés de minerais de sang : le coltan (tantale) qui sert à la fabrication des condensateurs, la cassitérite (étain) aux soudures des circuits électroniques (et qui contribue avec l'indium à rendre les écrans tactiles), le wolfram (tungstène) utilisé pour la sonnerie et le vibreur, l'or pour les circuits imprimés, tous présents au Kivu. Mais il faut ajouter le cuivre pour les câbles, le germanium pour la technologie wifi, le cobalt et le lithium pour les batteries des téléphones et ordinateurs portables ainsi que pour les voitures électriques. Autant être clair, sans Congo : pas d'iPad ni de Switch, pas de vélo électrique ni de Tesla. Bill Gates et Elon Musk n'existent pas.

Vous proposez aussi une réflexion sur la dimension genrée des violences sexuelles exercées parmi les crimes de guerre qui sont commis en RDC...

Il s'agit du conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale – et pourtant censuré dans la presse – avec des centaines de milliers de femmes violées jusqu'à des mutilations sexuelles insoutenables, dénoncées depuis 25 ans par le médecin congolais Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018, qui m'a fait l'honneur d'une

« Les multinationales minières ont financé des groupes armés congolais et étrangers qui ont commercialisé les minerais destinés à l'industrie numérique émergente. »

préface². Justine Masika Bihamba, cofondatrice de la Synergie des femmes pour les victimes des violences sexuelles, a publié un excellent ouvrage cette année également sur ce sujet (*Femme debout face à la guerre*, éditions de L'Aube). À cela s'ajoutent les millions de morts, déplacés et réfugiés, autant d'enfants dans les mines qui meurent de conditions de travail épouvantables, des dizaines de milliers d'enfants-soldats et de jeunes filles esclaves sexuelles, des territoires entiers contaminés par l'activité minière intrinsèquement polluante, des forêts rasées, des cours d'eau intoxiqués aux métaux lourds provoquant maladies et malformations congénitales, des rivières et lacs où la vie a disparu, faune et flore éradiquées.

Ce sont des millions de Congolais privés de leurs moyens de subsistance (de leurs terres fertiles et forêts nourricières, eau et énergie abondantes). Trente ans de numérique dans le monde, c'est trente ans de morts congolais et de terres mortes au Congo sur lesquels repose le développement technologique.

Propos recueillis par Camille Lesaffre

² Cet entretien a été réalisé le 5 octobre. Quelques jours plus tard, le Dr. Mukwege a publié un post sur le réseau social X dans lequel il affirme son « soutien à M. Charles Onana » dont il dénonce un « procès politisé ». Cette prise de position a largement été reprise dans la presse congolaise et surtout dans la galaxie des négationnistes du génocide des Tutsis.

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS !

Retrouvez dans votre boîte aux lettres **Billets d'Afrique**, le journal anticolonial édité par l'association Survie. Douze pages (seize pour le numéro d'été) d'information et de décryptage de la politique française en Afrique et dans les outre-mer.



☐ Je m'abonne à **Billets d'Afrique** en **VERSION PAPIER** pour un an (soit 11 numéros)

☐ Je m'abonne à **Billets d'Afrique** en **VERSION NUMÉRIQUE** (format PDF) pour un an (soit 11 numéros)

☐ Je soutiens Survie, j'adhère à l'association

nom :

prénom :

adresse :

CP :

ville :

email :

Renvoyez ce bulletin complété, accompagné de votre paiement à : Survie - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris
Chèque à l'ordre de Survie. Ou virement bancaire sur le compte de l'association Survie. IBAN : FR76 4255 9100 0008 0027 3633 529 au Crédit coopératif, précisez l'objet sur l'ordre de virement.

Ou **abonnez-vous directement en ligne** sur <http://survie.org/l-association/soutenir> ou grâce au QRcode ci-dessus.

La parution dépend des contraintes dues au bénévolat : les numéros peuvent prendre du retard.

TARIFS

France 25€, Petits budgets 20€, Étranger et outre-mer 30€

Adhésion à Survie : 52€ (soit 1€ par semaine) ou petit budget 15€